



## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2023/2397

Création de branchement gaz  
Interdiction temporaire de stationnement et restriction temporaire de la circulation rue du  
Parc de Clagny

### LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,
- Vu l'arrêté n° A 2023/234 du 3 février 2023 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,
- Vu le code de la route,
- Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant la demande formulée par l'**entreprise COLAS France - PIERRELAYE** – TSA 70011 Chez Sogelink 69134 Dardilly cedex pour le compte de l'**entreprise GRDF** – 361, avenue du Général de Gaulle 92140 Clamart en vue d'effectuer des travaux de création de branchement gaz,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures restrictives en matière de stationnement et de circulation afin de permettre la réalisation de ces travaux,

### ARRÊTE

Article 1: **Le stationnement des véhicules de toute nature est interdit du lundi 15 janvier 2024 au mercredi 24 janvier 2024 :**

**Rue du Parc de Clagny**, côté des numéros impairs au droit du n° 15 sur une longueur de 3 places de stationnement.

Article 2: Seront considérés comme gênant la circulation, au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Article 3: **La largeur des voies de circulation est réduite 1 journée de 9h à 16h entre le lundi 15 janvier 2024 et le mercredi 24 janvier 2024 et la circulation s'effectue sur une voie au moyen de 2 hommes-trafics :**

**Rue du Parc de Clagny**, à hauteur du n° 15

Article 4: Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux au moins 48 heures avant leur démarrage. Elle devra être conforme aux dispositions en vigueur édictées par les Arrêtés Interministériels relatifs à la signalisation routière. L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux.

Article 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire divisionnaire, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 12 décembre 2023